

FAITS SAILLANTS

- Le nombre de personnes dans le besoin est passé de 1,9 million en 2017 à 2,3 millions en 2018.
- Près de 6 000 personnes dans la région de Diffa passent en phase de crise, selon les résultats du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité alimentaire.
- Une moyenne hebdomadaire de 6 000 migrants sortants enregistrée en 2016 contre une moyenne mensuelle de 5 500 migrants sortants en 2017.
- Près d'une trentaine d'écoles toujours fermées dans la région de Diffa où l'insécurité reste une menace.



Au sommaire

Besoins humanitaires P.1

Insécurité alimentaire P.2

Mouvements de population P.3

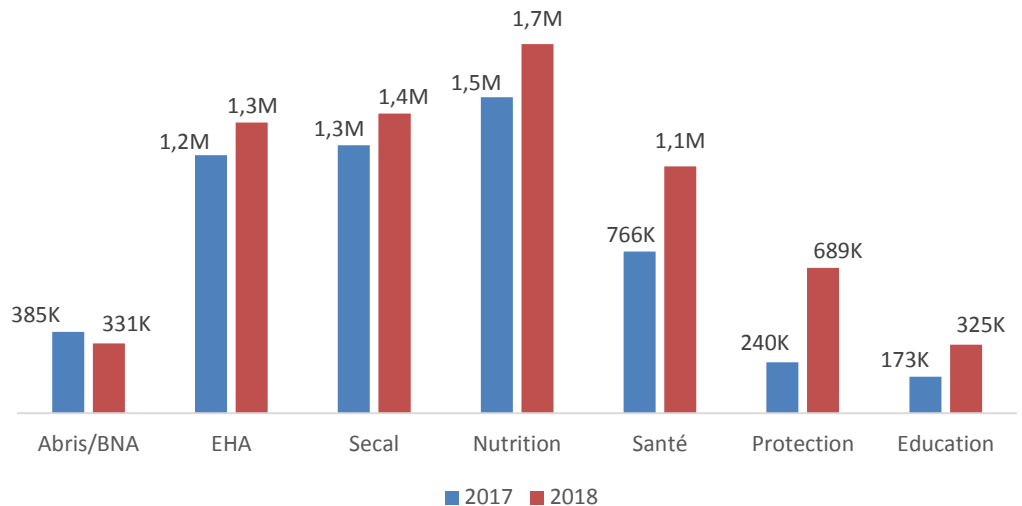
Education P.6

2,3 millions de personnes auront besoin d'assistance en 2018

La situation humanitaire au Niger reste préoccupante du fait d'une crise marquée par la combinaison de vulnérabilités tant chroniques qu'aiguës. Les déplacements prolongés de populations dans la région de Diffa liés à la crise sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad et l'insécurité grandissante aux frontières avec le Mali contribuent à la dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables affectées par la pauvreté, la malnutrition, l'insécurité alimentaire et le faible accès aux services sociaux de base.

L'analyse des besoins des clusters révèle qu'en 2018, près de 2,3 millions de personnes auront besoin d'assistance dans le pays. Ce chiffre est en augmentation de 400 000 personnes par rapport à janvier 2017 en raison notamment d'une hausse de la population dans le besoin dans tous les secteurs, à l'exception de celui des abris et des biens non alimentaires.

Nombre de personnes dans le besoin par secteur 2017 vs 2018



Le secteur de la nutrition enregistre une progression importante avec plus d'1,7 million de personnes dans le besoin, soit 250 000 personnes de plus qu'en 2017, pouvant s'expliquer par la prise en compte d'un facteur d'accroissement de la population dans les estimations. Par ailleurs, le nombre de personnes ayant des besoins dans le secteur de la protection a presque triplé, augmentation se justifiant par l'intégration des besoins en

CHIFFRES CLES

Personnes dans le besoin au Niger (HNO 2018) 2 300 000

Nb. de personnes dans le besoin dans la région de Diffa (HNO 2018) 419 000

FINANCEMENTS

338 millions
fonds requis (USD) 2017

74%
Taux de financement

L'analyse des besoins montre la persistance de cinq crises majeures à savoir l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les épidémies, les inondations et les mouvements de populations.

protection dans tout le pays à la différence de 2017 où seuls les besoins identifiés dans la région de Diffa étaient considérés.

Des besoins humanitaires plus critiques dans les régions de Diffa et Maradi

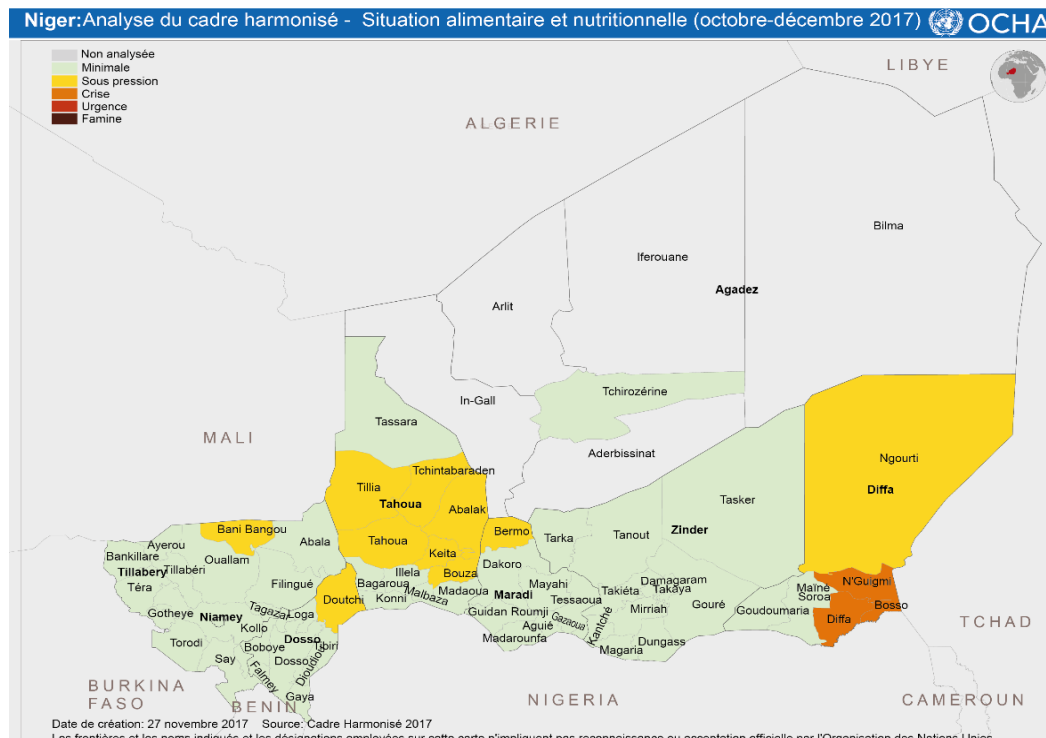
L'analyse de la sévérité des besoins révèle une situation humanitaire modérée à critique dans près de la moitié des départements du pays, soit 30 départements sur 64.

Le plus grand nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire se trouve dans la région de Maradi où près de 452 230 personnes sont dans une situation critique (soit 10 pour cent de la population régionale). Cependant, c'est à Diffa que l'on trouve la proportion de la population la plus vulnérable avec environ 50 pour cent des habitants (soit plus de 419 405 personnes) dans une situation de vulnérabilité critique.

En outre, la région de Diffa compte le plus grand nombre de personnes nécessitant une assistance dans les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, de la protection, des abris et des biens non alimentaires (BNA) et de l'éducation. La région de Maradi enregistre quant à elle, la prévalence de la malnutrition aiguë la plus élevée tandis que le plus grand nombre de personnes ayant besoin d'assistance en eau, hygiène et assainissement se trouve dans la région de Tillabéry. Cliquez sur le lien suivant pour accéder à l'aperçu des besoins humanitaires pour 2018 <http://bit.ly/2ApC0yl>.

Insécurité alimentaire persistante malgré une campagne agricole satisfaisante

En dépit des bonnes perspectives agricoles¹, la situation alimentaire risque d'être préoccupante encore en 2018. Selon les résultats de l'atelier sur le cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité, tenu à Niamey du 11 au 18 novembre 2017, quelque 301 000 personnes nigériennes sont en insécurité alimentaire au cours de la période courante (octobre-décembre 2017).



¹ La campagne agricole 2017 s'est achevée sur le scénario d'un arrêt des pluies au-delà du 30 septembre correspondant à des productions moyenne à bonne de l'ordre de 95 pour cent contre 88 pour cent en 2016.

Si des dispositions idoines ne sont pas prises, 796 496 personnes pourraient basculer dans une crise alimentaire pendant la période de soudure de 2018 (de juin à août). La soudure pourrait se manifester par des difficultés alimentaires et nutritionnelles et dans les zones pastorales où le déficit fourrager est important. Cette campagne s'est effectivement soldée par un déficit fourrager de 10 millions de tonnes de matières sèches.

Pour l'essentiel, il s'agit d'hommes et de femmes ayant enregistré des déficits céréaliers ou fourragers de plus de 50 pour cent, de personnes victimes des inondations 2017, de personnes démunies subissant la hausse des prix alimentaires de base, et qui ne disposent pas de ressources conséquentes. S'ajoutent à ces personnes, toutes les populations pauvres des zones impactées par les mesures sécuritaires dans les régions de Tahoua, Tillabéry et Diffa (fermetures des marchés, manque d'accès aux zones de production, restrictions des mouvements des personnes et des biens...).

Dans la région de Diffa, 5 720 personnes sur l'ensemble de la population sont en urgence alimentaire. Il s'agit de personnes en proie à une insuffisance grave de l'accès à l'alimentation assortie d'une mortalité excessive, une malnutrition très élevée et en progression et un épuisement irréversible des avoirs relatifs aux moyens d'existence. Les retournés et les réfugiés s'ajoutent à cette population.

Malgré une bonne campagne agricole se soldant par une production agricole excédentaire de 14 pour cent, les analyses montrent le même niveau d'insécurité alimentaire qu'en 2016.

Comme action de mitigation, les experts recommandent à l'Etat et ses partenaires d'investir davantage dans la protection des moyens d'existence et le financement des filets sociaux préventifs comme moyens de prévention et d'amélioration de la résilience entre autres.

En termes de mesures immédiates, il s'agit d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle pour les populations vulnérables, de reconstituer les stocks de sécurité alimentaire en organisant les achats institutionnels en fin de récoltes, de mettre en œuvre de manière précoce « l'opération vente des céréales à prix modéré » dans les zones critiques de déficit de production et les zones sous état d'urgence et de préparer les actions pour la prochaine campagne agricole (appui en intrants, alimentation bétails,...).

L'OIM et le gouvernement du Niger viennent au secours des migrants en Libye

En 2016, en moyenne, plus de 300 000 migrants ont transité par Arlit et Séguédine pour se rendre en Algérie ou en Libye, mais leur nombre pour 2017 ne tourne qu'autour de 57 000. Face à l'application des mesures de lutte contre la traite et le trafic des migrants, des itinéraires alternatifs, souvent très dangereux, sont empruntés par les migrants.

Alors que le flux de migrants subsahariens a considérablement reculé avec l'application de la loi (2015 36 du 26 mai 2015) portant répression du trafic illicite de migrants, on note un engagement plus marqué de l'Etat et des partenaires pour assurer la protection des migrants rencontrant des difficultés en Libye.

En réaction aux traitements inhumains dont sont victimes de nombreux migrants subsahariens vivant en Libye, plusieurs pays africains dont le Niger ont décidé d'assister leurs ressortissants au retour volontaire humanitaire.

C'est ainsi que le gouvernement du Niger et l'OIM ont démarré une opération



Niger, décembre 2017 : L'équipe chargée de la protection à l'OIM assiste les femmes et les enfants évacués de la Libye. Crédit : OIM/Niger

² Pour la période d'octobre à décembre, 326 697 personnes étaient en incapacité d'assurer leur sécurité alimentaire. L'analyse révèle que pour la période de soudure allant de juin à août de la même année, 748 694 personnes étaient susceptibles de basculer dans une crise alimentaire.

d'évacuation de masse de presque 4 000 migrants, candidats à un retour volontaire. Plus de la moitié de ces personnes sont déjà arrivées sur le territoire nigérien³.

Le personnel de l'OIM était toujours présent pour fournir une assistance technique et logistique pour l'enregistrement, le profilage, la réception, l'assistance médicale et le transport ultérieur des migrants vers leurs villages d'origine, dans le cadre du Mécanisme de Ressources et de Réponse pour les Migrants (MRRM) financé par l'Union européenne. L'OIM et le gouvernement du Niger étudient également les possibilités de réintégration socio-économique de ces personnes dans leurs zones d'origine.

L'OIM, avec l'appui du Gouvernement des Pays-Bas et de l'Union Européenne, a lancé il y a quelques mois un programme de recherche et de sauvetage des migrants vulnérables. Depuis octobre 2016, plus de 2 700 migrants abandonnés dans le désert ont été secourus dans la région d'Agadez par les équipes de l'OIM à travers ce programme.

L'UNHCR lance l'évacuation humanitaire d'urgence des réfugiés les plus vulnérables en Libye

"Le Niger est une situation de transit pour eux. Ils seront accueillis, ils seront soutenus et ils auront l'espoir que la vie est encore possible," a déclaré Alessandra Morelli, représentante de l'UNHCR au Niger."

En novembre 2017, l'UNHCR a lancé un mécanisme d'évacuation humanitaire d'urgence et de transit de la Libye vers le Niger. Ce mécanisme vise à évacuer les réfugiés les plus vulnérables identifiés par le HCR actuellement piégés en Libye et à les héberger temporairement au Niger jusqu'à ce qu'une solution durable puisse être trouvée. Cette intervention est rendue possible grâce à l'hospitalité du Gouvernement du Niger qui a accepté d'élargir temporairement son espace d'asile pour faciliter cette initiative.

Le premier groupe de 25 réfugiés a été évacué avec succès au Niger le 11 novembre. Il comprenait principalement des femmes, ainsi que plusieurs hommes et enfants d'origines érythréenne, éthiopienne et soudanaise. L'Office Français pour la Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA) a effectué une mission au Niger la semaine suivante pour interroger ces réfugiés en vue de fournir des possibilités de réinstallation en France. Tous les 25 ont vu leur demande de réinstallation acceptée et ont quitté le Niger le 19 décembre pour une nouvelle vie en France.

Un deuxième groupe de 74 réfugiés vulnérables est arrivé de la Libye le 14 décembre, principalement composé d'enfants et de femmes. Il est espéré que ces réfugiés bénéficieront dans un proche avenir de possibilités de réinstallation.



Niamey, Niger, 14 décembre : Arrivée de 74 réfugiés évacués de Libye à l'aéroport international de Niamey, accueillis par le personnel du HCR, ainsi que le Directeur Général de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations du Niger, M. Malangoni (A.Penso UNHCR).

³ Une première vague de plus de 504 migrants parmi les 3 850 préalablement enregistrés par les services de l'ambassade du Niger à Tripoli, est arrivée le 6 décembre à l'aéroport de Niamey où ils ont bénéficié de l'assistance du personnel de l'OIM. Le personnel de l'OIM à Niamey a accueilli et assisté, le 8 décembre, 537 migrants nigériens acheminés par le deuxième vol charter de la Libye. Le 12 décembre, le troisième groupe de migrants nigériens composé de 540 personnes est arrivé à Niamey. Finalement, le quatrième vol charter est arrivé le 15 décembre avec 537 migrants à bord. Quatre autres vols charters sont prévus d'ici à la fin de l'année.

Le lundi 12 décembre, l'UNHCR a lancé un appel urgent pour que 1 300 places de réinstallation supplémentaires soient mises à disposition par les Etats d'ici à mars 2018, et cela afin de permettre à l'UNHCR de fournir des solutions à ces personnes extrêmement vulnérables. Ceci fait écho à un appel lancé au niveau mondial par le Haut-Commissaire pour un total de 40 000 places de réinstallation. Il est aujourd'hui essentiel que d'autres pays partagent cette responsabilité pour que ces évacuations vitales puissent se réaliser. L'UNHCR travaille en partenariat avec l'OIM qui aide à assurer la logistique et le passage sûr de ces réfugiés et l'UNICEF qui assure l'hébergement, le soutien et la protection des plus vulnérables notamment les enfants non accompagnés et séparés.

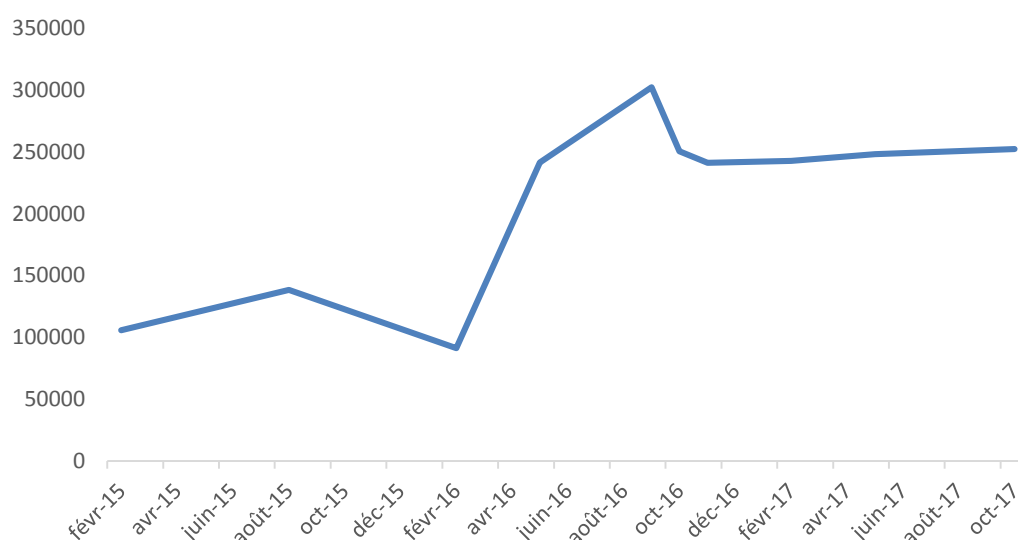
"Lorsque l'UNHCR m'a dit que je quittais la Libye, je n'y ai pas cru au début. Puis, quand le bus est venu me chercher au centre de détention, j'ai compris que c'était vrai ... J'étais heureuse d'être en vie," a confié Rahel qui a été évacuée dans le deuxième convoi. Rahel a traversé des épreuves horribles en Libye, avec beaucoup d'autres, y compris les passages à tabac, le viol et la vente à plusieurs reprises.

Diffa : Plus de 250 000 personnes déplacées

Environ 250 000 personnes forcées de fuir les violences liées aux activités de Boko Haram vivent toujours dans une centaine de sites dans la région de Diffa, très loin de leurs foyers au Nigeria et au Niger, selon les estimations de la direction régionale de l'état civil et des réfugiés (DREC/R) du 31 octobre 2017.

Evolution du nombre de personnes déplacées

(réfugiés, pers. déplacées internes et retournés)
de février 2015 à octobre 2017 (source: DREC)



La majeure partie des déplacés (réfugiés et personnes déplacées internes) continue de craindre les attaques de Boko Haram et ne semble pas prête à retourner massivement. Les résultats d'une enquête menée à Bosso par l'UNHCR et ses partenaires, en mars 2017, sur les intentions de retour des déplacés avaient révélé qu'entre 6 et 7 pour cent des déplacés souhaitaient retourner chez eux, à cette période, sous réserve de l'amélioration de la sécurité dans les zones d'origine.

Entre janvier et octobre 2017, les points focaux chargés du suivi de la protection des civils ont enregistré plus de 20 000 personnes déplacées retournées dans leurs localités d'origine. Notons que du fait de la situation sécuritaire instable, certains retournés font des mouvements pendulaires (aller et retour) vers leurs villages d'origine.

Les résidents de Diffa retournés dans les communes de Bosso, Chetimari et Maine soroa ont repris leurs activités agricoles (culture du poivron et autres) et font très peu de mouvements ; par contre ceux des communes de Kablewa et Gueskerou sont moins stables.

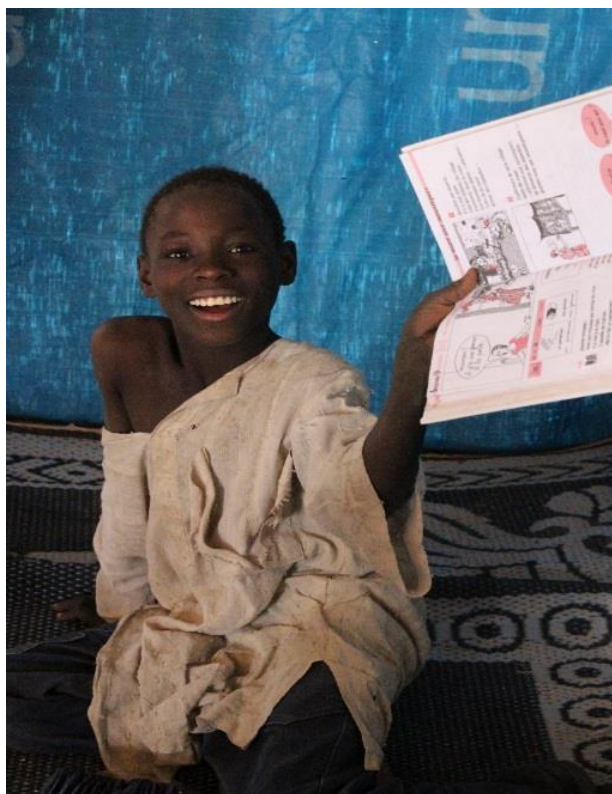
Diffa : l'éducation reste une priorité

Au total, 28 écoles devant accueillir 1 090 enfants ont été fermées en raison de l'insécurité qui prévaut dans la région. Cinq écoles dans les communes de Bosso et Gueskérou ont depuis décembre 2016 été l'objet d'attaques, de pillages de vivres, de biens non alimentaires et de matériels scolaires.

Pour les écoles qui sont restées ouvertes, la direction régionale de l'enseignement primaire (DREP) de Diffa signale qu'il y a un besoin de 348 enseignants au niveau de la région. A cela, il faut ajouter d'autres besoins en salles de classes d'urgence, en abris pour les enseignants, en latrines scolaires, en points d'eau et en guides et manuels scolaires pour les enfants.

Le gouvernement, en collaboration avec les partenaires, a proposé un plan de réponse permettant de protéger les écoles et les enseignants qui sont les cibles de ces attaques.

Les mesures prévues dans le cadre de ce plan consistent, entre autres, à la facilitation du transport des enseignants et à l'adoption d'une stratégie d'alimentation scolaire adaptée au contexte à travers les cantines scolaires. Le suivi des mesures proposées est assuré par les autorités éducatives régionales en collaboration avec les agences des Nations Unies (UNICEF, PAM) et les ONG (Plan International, Save the Children CONCERN, COOPI).



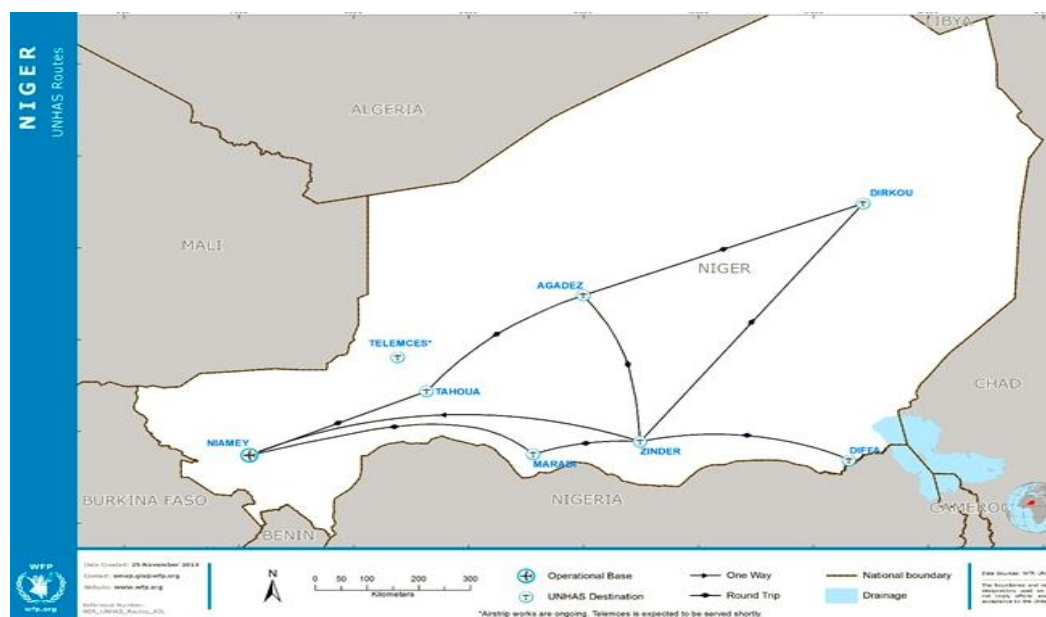
Diffa, février 2017 : Un enfant déplacé de la région de Diffa qui a repris le chemin de l'école grâce à l'assistance des humanitaires et des autorités éducatives. Crédit : OCHA/Niger

UNHAS : un outil indispensable pour garantir l'accès aux populations dans le besoin

Les difficultés d'accès à certaines zones liées à l'état des infrastructures routières et aux défis sécuritaires dans plusieurs régions, limitent la réponse destinée aux personnes dans le besoin. C'est pour répondre à ce souci que le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) s'est établi au Niger depuis 2008. Actuellement l'UNHAS dispose d'une flotte comprenant deux avions desservant à partir de Niamey les villes de Zinder, Tahoua, Maradi, Diffa, Agadez et Dirkou.

Au cours de l'année 2017, l'UNHAS a transporté au total 13 170 passagers avec une moyenne mensuelle de 1 463 passagers contre 11 196 passagers en 2016, soit une moyenne mensuelle de 933 passagers.

Concernant le cargo, elle a transporté 24,3 tonnes contre 31,9 tonnes en 2016. Enfin, elle a effectué 7 évacuations médicales contre 6 en 2016.



Au total 132 Organisations comprenant des ONG, des agences du Système des Nations Unies, des donateurs, des services étatiques et missions diplomatiques utilisent les services d'UNHAS.

En bref...

Mme Fatouma Bintou Djibo, nouvelle Coordonnatrice humanitaire

Le Comité permanent inter-organisations a désigné, le lundi 13 novembre 2017, Mme Fatouma Bintou Djibo en qualité de Coordonnatrice humanitaire pour le Niger en plus de ses fonctions de Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies et de Représentante résidente du PNUD au Niger.

Par cette nomination, Mme Djibo représente le Coordonnateur des secours d'urgence au Niger. A ce titre, elle est responsable de la conduite et de la coordination de l'action humanitaire internationale en appui au gouvernement du Niger.



Niamey, Niger, 13 novembre : Madame Djibo à la sortie de son audience avec son Excellence M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger. Crédit : PNUD Niger

Plan de contingence Tahoua et Tillabery

Les attaques répétées à l'ouest du Niger par des groupes armés supposés venir du Mali voisin risquent de créer, voire accentuer la vulnérabilité des populations dans ces régions en proie à une insécurité alimentaire et nutritionnelle quasi structurelle, à des problèmes d'accès à l'eau potable et à des défis sanitaires. Pour rappel, depuis le 3 mars 2017, le gouvernement du Niger a instauré l'état d'urgence dans cinq départements de la région de Tillabery⁴ et deux départements de la région de Tahoua⁵.

⁴ Abala, Ayerou, Bankillare, Banibangou et Ouallam.

⁵ Tilia, Tassara.

La situation est très préoccupante dans ces départements, mais il ne s'agit pas d'une crise humanitaire à proprement parler car à date, les acteurs humanitaires n'ont pas en leur possession des données fiables attestant de l'impact humanitaire lié à cette crise plutôt sécuritaire. En revanche, il existe un risque important d'une forte dégradation du tissu socio-économique dans ces milieux pour une population vivant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et des échanges commerciaux avec le Mali. Déjà, les activités socioéconomiques dans les zones frontalières se sont réduites considérablement tandis que les habitants des zones sous état d'urgence éprouvent de plus en plus de difficultés à assurer leurs moyens de subsistance et à se faire soigner. Au regard de l'évolution du contexte sécuritaire dans cette zone, les acteurs humanitaires se préparent à travers leur plan de contingence à apporter une réponse humanitaire appropriée en cas de besoin. Environ 87 000 personnes (estimation provisoire) sont susceptibles d'être affectées en cas de dégradation de la situation sécuritaire.

Bilan des inondations

Cette année, les inondations ont affecté plus de 200 000 personnes et causé la mort de 56 autres. Le bilan matériel fait état de 12 000 habitats détruits, 16 000 têtes de bétail perdues et 9 800 hectares de cultures ensevelis. Plus de 75 pour cent des personnes affectées vivent dans les régions de Dosso, Niamey et Maradi. En 2016, environ 130 000 personnes sinistrées dont 48 décès avaient été enregistrées à la même période. Pour venir en aide aux personnes sinistrées à travers le pays, l'État avec l'appui de ses partenaires, a fourni une assistance en vivres, en abris et biens non alimentaires aux personnes sinistrées. Cependant, les besoins non couverts restent importants. Au 1er novembre, ils se chiffraient à 2,4 tonnes de vivres, 57 118 kits d'abris et 16 543 kits de biens non alimentaires. Le Niger a inauguré le 9 novembre dernier une digue de protection à Niamey. Cet ouvrage devrait permettre de protéger environ 30 000 personnes contre les inondations dans plusieurs quartiers de la capitale.

Hépatite E

Le 19 avril, les autorités nigériennes ont déclaré pour la première fois une épidémie d'hépatite E dans la région de Diffa. Au 26 novembre, le total cumulé des cas suspects ou confirmés avait atteint 2 078 dont 39 décès. Le taux de létalité s'était stabilisé à 1,9 pour cent depuis le 12 octobre alors qu'il était à 29 pour cent au 25 avril, au début de l'épidémie. On a pu également observer une baisse des cas depuis la semaine du 10 juillet où l'on dénombrait 81 cas contre seulement 16 cas au cours de la semaine du 12 novembre. Les femmes et les personnes âgées de 15 ans et plus ont été les plus touchées. Le plus grand nombre de cas a été rapporté à Diffa. Actuellement, l'épidémie est sous contrôle, grâce à la prompt réaction du personnel des structures sanitaires et des partenaires humanitaires qui ont su mener des activités de prise en charge médicale et de prévention.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau, dieudonneb@un.org, Tél. (+ 227) 96 00 94 98

Katy Thiam, Chargée de l'Information Publique et du Plaidoyer, thiamk@un.org, Tél. (+227) 99 71 71 39

Boubacar H. Abdoulaye, Chargé de l'Information Publique, boubacarhamanil@un.org, Tél. (+227) 97869615

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/niger> | www.unocha.org | www.reliefweb.int